

Situation Mensuelle de l'Etat



Février 2025



Synthèse.....	2
Faits marquants : évolution du mois.....	2
Faits marquants : données cumulées.....	3
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire.....	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes.....	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits.....	14
Opérations des comptes spéciaux.....	16
Données patrimoniales.....	17
Correspondants du Trésor et personnes habilitées.....	17
Dette financière de l'Etat.....	18
Notes méthodologiques.....	19
Sigles.....	20



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -40,300 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin février 2025 s'élève à -40,300 Md€ contre -44,032 Md€ à fin février 2024 à périmètre courant.

Cette évolution (+3,732 Md€) s'explique, pour le

budget général, par une hausse des dépenses nettes de 2,140 Md€ et une hausse des recettes nettes de 4,484 Md€, ainsi que par une variation positive du solde des comptes spéciaux de 1,387 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 35,002 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 7,208 Md€, principalement au titre des programmes « Enseignement scolaire public du second degré » (3,258 Md€) et « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,264 Md€) ;

► **Mission Défense** : 5,442 Md€, essentiellement au titre des programmes « Equipement des forces » (2,110 Md€), « Soutien de la politique de la défense » (1,915 Md€) et « Préparation et emploi des forces » (1,310 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 4,616 Md€, essentiellement au titre des programmes « Handicap et dépendance » (2,551 Md€) et « Inclusion sociale et protection des personnes » (2,065 Md€) ;

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 2,923 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (2,508 Md€) ;

► **Mission Travail, emploi et administration des ministères sociaux** : 2,370 Md€, principalement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (1,734 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 2,024 Md€, principalement au titre du programme « Police nationale » (1,071 Md€) ;

► **Mission Écologie, développement et mobilité durables** : 1,791 Md€, principalement au titre du programme « Infrastructures et services de transports » (1,218 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,699 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,653 Md€) ;

► **Mission Justice** : 1,017 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission.

Recettes du budget général (nettes) : 15,929 Md€

Les principales recettes fiscales nettes du mois

► **IR net** : 7,800 Md€ ;

► **TVA nette** : 6,804 Md€ ;

► **TICPE nette** : 1,448 Md€.

► **IS net** : -0,042 Md€.

Les autres recettes du mois

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 3,250 Md€, dont 1,424 Md€ de droits de mutation à titre gratuit et 0,593 Md€ d'autres taxes intérieures (essentiellement la TICFE) ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,154 Md€, dont 0,638 Md€ de prélèvements de solidarité.

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat** : -4,979 Md€, dont -2,999 Md€ au profit des collectivités territoriales (principalement au titre de la dotation globale de fonctionnement pour -1,981 Md€) et -1,979 Md€ au profit de l'Union européenne.

Comptes spéciaux (hors FMI) : -3,936 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution** » enregistre des dépenses pour 10,481 Md€ et des recettes pour 6,835 Md€ (dont 3,920 Md€ de fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales et 2,030 Md€ de TF, essentiellement au titre de la mensualisation) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » affiche des dépenses pour 3,823 Md€ (dont 3,323 Md€ au titre du paiement des intérêts des OAT à taux fixes) et des recettes pour 3,512 Md€ (dont 2,556 Md€ au titre d'abondements par le budget général et 0,803 Md€ au titre de l'encaissement de coupons courus des OAT).



Dépenses du budget général (nettes) : 67,286 Md€

Les dépenses nettes à fin février 2025 s'élèvent à 67,286 Md€ contre 65,146 Md€ à fin février 2024 à périmètre courant.

Cette évolution (+2,140 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses d'investissement

pour +1,324 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Défense" pour +1,385 Md€, hausse prévue en LFI) et des charges de la dette de l'État pour +0,742 (hausse prévue en LFI).

Recettes fiscales (nettes) : 43,541 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin février 2025 s'élèvent à 43,541 Md€ contre 38,550 Md€ à fin février 2024 à périmètre courant.

Cette évolution (+4,990 Md€) s'explique principalement par une hausse des autres recettes fiscales nettes de +2,877 Md€ (essentiellement la

hausse des recettes brutes pour 2,963 Md€, principalement en raison de la TICFE, hausse prévue en LFI, et des autres impôts directs et taxes assimilées) ainsi que par une hausse des recettes de TVA nette pour +0,888 Md€ (hausse prévue en LFI) et d'IS pour +0,728 Md€.

Recettes non fiscales : 1,056 Md€

Les recettes non fiscales à fin février 2025 s'élèvent à 1,056 Md€ contre 1,090 Md€ à fin février 2024 à

périmètre courant, soit une évolution de -0,034 Md€.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -10,542 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin février 2025 s'élèvent à -10,542 Md€ contre -9,953 Md€ à fin février 2024 à périmètre courant.

Cette évolution (-0,589 Md€) s'explique par une

augmentation des PSR au profit des collectivités territoriales à hauteur de 0,315 Md€, et une augmentation des PSR au profit de l'Union européenne à hauteur de 0,273 Md€.

Fonds de concours et attributions de produits : 0,637 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin février 2025 s'élèvent à 0,637 Md€ contre

0,520 Md€ à fin février 2024 à périmètre courant, soit une évolution de +0,117 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -7,706 Md€

Le solde des comptes spéciaux à fin février 2025 s'élève à -7,706 Md€ contre -9,093 Md€ à fin février 2024 à périmètre courant.

Cette évolution (+1,387 Md€) s'explique principalement par une augmentation du solde des comptes de concours financiers pour +1,023 Md€

(dont le compte « Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » pour +0,962 Md€, en raison d'une moindre avance à du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune).

Dette financière de l'Etat au 28 février 2025 : 2 702,060 Md€

La dette financière est en augmentation de 71,987 Md€ depuis le début de l'année 2025.

Cette évolution s'explique essentiellement par les

flux nets des titres négociables (hausse des OAT pour +80,097 Md€ et baisse des BTF pour -8,005 Md€).



	Mois	Cumul à fin février			Ecart cumul
	Février	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-23 009	-40 300	-44 032	-44 032	3 732
Dépenses du budget général (nettes)	35 002	67 286	65 146	65 146	2 140
Recettes du budget général (nettes)	15 929	34 691	30 207	30 207	4 484
Recettes fiscales (nettes)	20 003	43 541	38 550	38 550	4 990
- IR net	7 800	10 560	10 375	10 375	185
- IS net *	-42	870	142	142	728
- TICPE nette	1 448	2 604	2 292	2 292	312
- TVA nette	6 804	19 425	18 536	18 536	888
- Autres recettes fiscales nettes	3 994	10 081	7 205	7 205	2 877
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-3 936	-7 706	-9 093	-9 093	1 387

DONNEES PATRIMONIALES

Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-3 487	147 362
Dette financière de l'Etat	16 988	2 702 060

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin février			Ecart cumul
	Février	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
unité : million d'€.					
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics	0	1 138	1 138	1 138	0
Dépenses de personnel	12 885	26 361	25 766	25 766	595
Dépenses de fonctionnement	3 762	12 786	12 950	12 950	-164
Charges de la dette de l'Etat	2 556	2 861	2 120	2 120	742
Dépenses d'investissement	2 017	5 052	3 728	3 728	1 324
Dépenses d'intervention	13 726	18 978	19 271	19 271	-294
Dépenses d'opérations financières	56	109	173	173	-63
Total des dépenses (nettes) (I)	35 002	67 286	65 146	65 146	2 140
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	20 003	43 541	38 550	38 550	4 990
Recettes non fiscales	569	1 056	1 090	1 090	-34
Prélèvements sur recettes	-4 979	-10 542	-9 953	-9 953	-589
Fonds de concours et attributions de produits	336	637	520	520	117
Total des recettes (nettes) (II)	15 929	34 691	30 207	30 207	4 484
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	20 908	45 233	40 160	40 160	5 073
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-19 073	-32 595	-34 939	-34 939	2 344
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	782	581	154	154	427
Solde des comptes de concours financiers	-4 399	-8 342	-9 365	-9 365	1 023
Solde des comptes de commerce	-320	45	133	133	-88
Solde des comptes d'opérations monétaires	-114	153	-108	-108	261
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-3 936	-7 706	-9 093	-9 093	1 387
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-23 009	-40 300	-44 032	-44 032	3 732



	Mois	Cumul à fin février			Ecart cumul
	Février	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
unité : million d'€.					
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	12 885	26 361	25 766	25 766	595
Rémunérations d'activité	7 559	15 294	15 012	15 012	283
Cotisations et contributions sociales	5 202	10 849	10 516	10 516	333
Prestations sociales et allocations diverses	125	218	239	239	-21
AUTRES TITRES	22 117	40 924	39 380	39 380	1 545
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	1 138	1 138	1 138	0
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	3 762	12 786	12 950	12 950	-164
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 719	6 671	6 798	6 798	-127
Subventions pour charges de service public	1 043	6 115	6 152	6 152	-37
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	2 556	2 861	2 120	2 120	742
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	2 556	2 861	2 120	2 120	742
Titre 5 - Dépenses d'investissement	2 017	5 052	3 728	3 728	1 324
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 452	3 566	2 576	2 576	990
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	565	1 486	1 152	1 152	334
Subventions pour charges d'investissement	0	0	0	0	0
Titre 6 - Dépenses d'intervention	13 726	18 978	19 271	19 271	-294
Transferts aux ménages	8 383	10 183	10 134	10 134	49
Transferts aux entreprises	3 012	4 492	3 189	3 189	1 304
Transferts aux collectivités territoriales	827	1 793	2 165	2 165	-373
Transferts aux autres collectivités	1 221	2 226	3 512	3 512	-1 286
Appels en garantie	283	283	271	271	12
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	56	109	173	173	-63
Prêts et avances	0	0	0	0	0
Dotations en fonds propres	11	11	59	59	-48
Dépenses de participations financières	45	98	114	114	-16
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	35 002	67 286	65 146	65 146	2 140



	Mois de février		Cumul à fin février 2025		Cumul à fin février 2024 retraité		Cumul à fin février 2024 consommé		Ecart cumulé
	unité : million d'€.	AE	CP	AE	CP	CP	CP	2025 / 2024 retraité	
		consommées	consommés	consommées	consommés	retraités	consommés		
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	351	334	660	593	585	585	8		
Action de la France en Europe et dans le monde	226	210	532	468	396	396	71		
Diplomatie culturelle et d'influence	122	121	122	122	147	147	-25		
Français à l'étranger et affaires consulaires	3	2	5	3	42	42	-39		
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	320	325	612	631	712	712	-81		
Administration territoriale de l'Etat	192	202	385	394	416	416	-22		
Vie politique	12	12	14	15	57	57	-43		
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	116	111	213	222	239	239	-17		
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	92	138	375	404	476	476	-71		
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	1	39	183	214	284	284	-70		
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	44	52	99	94	98	98	-3		
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	47	47	93	96	94	94	2		
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	0	0	0	0	0	0	0		
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	1	53	64	171	343	343	-173		
Aide économique et financière au développement	-1	52	-1	104	115	115	-11		
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	0	0	0	0	0		
Solidarité à l'égard des pays en développement	2	2	64	66	228	228	-162		
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0		
Fonds de solidarité pour le développement ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0		
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	15	927	944	937	1 012	1 012	-74		
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	9	921	932	925	990	990	-64		
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	6	6	12	12	22	22	-10		
AUDIOVISUEL PUBLIC ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0		
France Télévisions ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0		
ARTE France ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0		
Radio France ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0		
France Media Monde ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0		
Institut national de l'audiovisuel ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0		
TV5 Monde ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0		
Programme de transformation ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0		
COHESION DES TERRITOIRES	102	1 699	3 401	2 554	1 958	1 958	596		
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	82	32	82	40	102	102	-62		
Aide à l'accès au logement	0	1 653	3 306	2 497	1 653	1 653	844		
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	-12	9	-17	12	187	187	-175		
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	4	0	5	6	6	-2		
Politique de la ville	30	0	30	0	1	1	0		
Interventions territoriales de l'Etat	2	1	-1	1	10	10	-9		
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	56	60	126	130	162	162	-32		
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	35	39	74	77	77	77	0		
Conseil économique, social et environnemental	0	0	11	11	44	44	-33		
Cour des comptes et autres juridictions financières	22	21	41	42	41	41	1		
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0	0		
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0		
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0		
CULTURE	152	139	313	311	323	323	-11		
Patrimoines	19	24	23	36	53	53	-17		
Création	56	44	64	53	72	72	-19		
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	4	3	89	87	67	67	20		
Soutien aux politiques du ministère de la culture	73	68	137	136	131	131	5		
DEFENSE	2 761	5 442	6 220	13 772	12 429	12 429	1 343		
Environnement et prospective de la politique de défense	36	107	84	362	333	333	29		
Préparation et emploi des forces	678	1 310	1 417	3 492	4 083	4 083	-591		
Soutien de la politique de la défense	1 901	1 915	4 336	4 464	4 371	4 371	93		
Equiperment des forces	147	2 110	383	5 454	3 641	3 641	1 813		
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	84	82	148	124	139	139	-15		
Coordination du travail gouvernemental	55	65	112	101	115	115	-14		
Protection des droits et libertés	29	17	35	22	24	24	-1		
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	2 160	1 791	3 726	3 248	2 621	2 621	627		
Infrastructures et services de transports	1 077	1 218	1 138	1 333	251	251	1 082		
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	11	12	22	24	24	24	0		
Paysages, eau et biodiversité	6	9	6	11	44	44	-33		
Expertise, information géographique et météorologie	48	1	145	97	157	157	-60		
Prévention des risques	13	10	13	10	56	56	-45		
Energie, climat et après-mines	11	12	70	129	699	699	-570		
Service public de l'énergie	731	215	1 757	1 019	710	710	308		
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	247	249	541	534	654	654	-120		
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	-2	47	-2	52	24	24	28		
Sûreté nucléaire et radioprotection ⁽¹⁾	17	18	36	37	0	0	37		



	Mois de février		Cumul à fin février 2025		Cumul à fin février 2024 retraité	Cumul à fin février 2024 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2025 / 2024 retraité
	unité : million d'€.						
ECONOMIE	382	122	507	257	555	555	-298
Développement des entreprises et régulations	64	51	123	118	412	412	-294
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	35	36	68	69	68	68	1
Stratégies économiques	282	35	317	70	74	74	-4
Financement des opérations patrimoniales en 2025 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	2 881	2 923	3 187	3 228	2 495	2 495	734
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	2 508	2 508	2 803	2 803	1 943	1 943	860
Appels en garantie de l'Etat	311	283	311	283	271	271	12
Epargne	15	15	15	15	35	35	-20
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	47	47	59	59	177	177	-118
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	69	0	69	69	69	0
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19 ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	7 202	7 208	14 878	14 795	15 116	15 116	-322
Enseignement scolaire public du premier degré	2 262	2 264	4 598	4 598	4 478	4 478	119
Enseignement scolaire public du second degré	3 257	3 258	6 590	6 584	6 605	6 605	-21
Vie de l'élève	610	608	1 346	1 310	1 651	1 651	-342
Enseignement privé du premier et du second degrés	695	682	1 629	1 604	1 679	1 679	-75
Soutien de la politique de l'éducation nationale	229	239	433	441	418	418	23
Enseignement technique agricole	149	157	282	259	285	285	-26
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	959	877	1 743	1 672	1 702	1 702	-30
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	751	675	1 335	1 281	1 277	1 277	4
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	68	63	138	128	161	161	-34
Facilitation et sécurisation des échanges	141	138	269	263	264	264	0
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	220	92	262	129	290	290	-161
Immigration et asile	220	91	261	128	230	230	-102
Intégration et accès à la nationalité française	0	1	1	1	60	60	-59
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	0	11	0	73	7	7	66
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	0	0	0	0
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	0	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	0	0	0
Financement des investissements stratégiques	0	11	0	73	7	7	66
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	0	0	0	0	0	0
JUSTICE	1 037	1 017	1 927	1 945	2 096	2 096	-151
Justice judiciaire	518	408	869	761	816	816	-55
Administration pénitentiaire	329	375	653	770	787	787	-17
Protection judiciaire de la jeunesse	89	96	174	165	168	168	-2
Accès au droit et à la justice	61	60	134	130	193	193	-63
Conduite et pilotage de la politique de la justice	46	79	102	118	132	132	-14
Conseil supérieur de la magistrature	-6	0	-5	1	1	1	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	67	93	114	111	128	128	-17
Presse et médias	11	37	58	55	58	58	-3
Livre et industries culturelles	56	56	56	56	70	70	-14
OUTRE-MER	28	46	79	73	544	544	-471
Emploi outre-mer	25	25	48	45	431	431	-386
Conditions de vie outre-mer	3	21	31	28	113	113	-85
PLAN DE RELANCE	-3	16	-6	20	96	96	-76
Écologie	-3	14	-5	16	80	80	-64
Compétitivité	-1	3	-1	4	16	16	-12
Cohésion ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0	0
POUVOIRS PUBLICS	0	0	1 138	1 138	1 138	1 138	0
Présidence de la République	0	0	123	123	123	123	0
Assemblée nationale	0	0	608	608	608	608	0
Sénat	0	0	353	353	353	353	0
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35	35	0
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	18	18	18	18	0
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1	0



	Mois de février		Cumul à fin février 2025		Cumul à fin février 2024 retraité	Cumul à fin février 2024 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2025 / 2024 retraité
unité : million d'€.							
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	7 562	978	13 018	5 443	6 047	6 047	-604
Formations supérieures et recherche universitaire	6 108	50	9 640	3 577	3 587	3 587	-10
Vie étudiante	671	133	1 388	650	906	906	-256
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	679	607	681	609	618	618	-9
Recherche spatiale	58	0	1 054	346	426	426	-80
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	25	167	200	206	328	328	-122
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	0	0	0	0	121	121	-121
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	21	21	56	56	62	62	-6
RÉGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	497	497	571	571	1 487	1 487	-916
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	344	344	344	344	1 018	1 018	-673
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	70	70	138	138	197	197	-59
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	82	82	89	89	272	272	-184
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	-26	214	-32	264	0	0	264
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	-24	212	-30	262	0	0	262
Concours spécifiques et administration	-2	2	-2	2	0	0	2
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	8 887	8 892	24 687	24 681	25 312	25 312	-631
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	8 530	8 534	23 673	23 667	24 202	24 202	-535
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	357	358	1 014	1 014	1 111	1 111	-97
SANTE	459	475	474	479	481	481	-3
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	4	20	19	24	53	53	-29
Protection maladie	455	455	455	455	428	428	27
Reversement à la Sécurité sociale des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Séjour investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR) ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0	0
SECURITES	1 970	2 024	3 914	4 047	3 793	3 793	253
Police nationale	1 034	1 071	2 060	2 141	2 021	2 021	120
Gendarmerie nationale	882	870	1 748	1 762	1 659	1 659	103
Sécurité et éducation routières	6	3	10	8	8	8	0
Sécurité civile	49	81	96	135	105	105	30
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	6 628	4 616	6 636	4 616	4 923	4 923	-306
Inclusion sociale et protection des personnes	3 227	2 065	3 234	2 065	2 617	2 617	-552
Handicap et dépendance	3 401	2 551	3 401	2 551	1 960	1 960	591
Egalité entre les femmes et les hommes	1	0	1	0	0	0	0
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales ⁽³⁾	0	0	0	0	345	345	-345
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	47	39	193	184	321	321	-136
Sport	43	33	59	51	80	80	-29
Jeunesse et vie associative	5	6	134	133	211	211	-77
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	0	0	30	30	-30
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030 ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	43	37	49	52	97	97	-45
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs	5	14	5	21	45	45	-24
Transformation publique	0	4	1	8	12	12	-4
Innovation et transformation numériques ⁽³⁾	0	0	0	0	1	1	-1
Fonction publique	34	14	35	15	33	33	-18
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	4	4	8	8	7	7	1
TRAVAIL, EMPLOI ET ADMINISTRATION DES MINISTERES SOCIAUX ⁽²⁾	2 091	2 370	3 530	4 302	1 961	1 961	2 341
Accès et retour à l'emploi	570	528	944	927	877	877	50
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	1 422	1 734	2 227	3 009	973	973	2 036
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	1	1	2	1	1	0
Soutien des ministères sociaux ⁽²⁾	98	107	358	364	109	109	255
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	47 027	43 537	93 456	90 953	89 348	89 348	1 605
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	38 497	35 002	69 782	67 286	65 146	65 146	2 140

⁽¹⁾ Création en LFI 2025

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2025

⁽³⁾ Suppression en LFI 2025



	Mois		Cumul à fin février		Ecart cumul
	Février	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
unité : million d'€.					
Impôt sur le Revenu (A)	8 089	17 061	16 757	16 757	304
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	154	239	232	232	7
Impôt sur les sociétés et contributions assimilées (C)	699	2 653	1 972	1 972	681
Impôt sur les sociétés	690	2 616	1 952	1 952	664
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	9	38	21	21	17
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	0	0	0
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 154	3 799	2 923	2 923	876
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	54	166	288	288	-122
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	328	1 243	808	808	435
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	36	134	191	191	-57
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	1	2	2	-1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	4	4	4	0
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	3	4	4	-1
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	2	4	4	-1
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	12	30	23	23	7
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	0	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	638	1 836	1 477	1 477	359
Taxe sur les gestionnaires d'infrastructures de transport (écrêtement)	0	0	0	0	0
Taxe sur les services numériques	0	49	0	0	49
Taxe d'habitation sur les résidences principales	1	3	17	17	-14
Contribution différentielle applicable à certains contribuables titulaires de très hauts revenus ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	11	43	42	42	0
Cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Recettes diverses	70	283	61	61	222
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 600	2 939	2 738	2 738	200
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	13 591	33 227	32 902	32 902	325
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	3 250	7 291	5 228	5 228	2 063
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	33	94	73	73	21
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	14	34	34	34	0
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	5	12	12	12	0
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	275	850	627	627	223
Mutations à titre gratuit par décès	1 149	2 062	2 048	2 048	14



	Mois	Cumul à fin février			Ecart cumul
	Février	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
Contribution de sécurité immobilière	52	120	117	117	3
Autres conventions et actes civils	41	85	72	72	13
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	43	100	102	102	-2
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	48	112	87	87	25
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	14	30	64	64	-34
Timbre unique	20	79	85	85	-6
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	0	87	120	120	-33
Droits d'importation	0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité	0	4	6	6	-1
Autres taxes intérieures	593	2 239	423	423	1 816
Autres droits et recettes accessoires	0	1	1	1	0
Amendes et confiscations	2	2	7	7	-4
Taxe générale sur les activités polluantes	5	8	9	9	-2
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	25	33	18	18	15
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	6	160	159	159	1
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	50	50	-50
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	8	8	8	0
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	1	1	0	0	1
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	0	0	0	0
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	220	252	299	299	-47
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	69	133	129	129	4
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	32	64	70	70	-6
Prélèvement sur les paris sportifs	80	145	135	135	10
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	10	20	22	22	-2
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0	0
Taxe sur les rachats d'actions ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	299	300	244	244	56
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	0
Autres taxes	212	253	206	206	47
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	28 538	67 208	62 752	62 752	4 456
TOTAL GENERAL (net)	20 003	43 541	38 550	38 550	4 990

⁽¹⁾ Création en LFI 2025



	Mois	Cumul à fin février			Ecart cumulé
	Février	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
unité : million d'€.					
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	0	0	0	0
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	143	297	251	251	46
Revenus du domaine public non militaire	78	150	106	106	44
Autres revenus du domaine public	1	1	1	1	0
Revenus du domaine privé	51	84	70	70	14
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	13	63	75	75	-12
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	0	0	0	0
Produits de la vente de biens et services (C)	88	173	166	166	7
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	1	1	1	1	0
Autres frais d'assiette et de recouvrement	86	170	163	163	7
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	0	1	1	-1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	1	1	0
Autres recettes diverses	1	2	1	1	1
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	101	108	64	64	44
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	10	10	2	2	8
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	0	4	4	-4
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	4	4	4	1
Intérêts des autres prêts et avances	12	13	26	26	-13
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	0	16	16	-16
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	6	6	6	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	72	75	6	6	69



	Mois	Cumul à fin février		Ecart cumulé	
	Février	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
unité : million d'€.					
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	116	184	344	344	-160
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	45	45	45	45	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	1	1	47	47	-46
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	1	30	30	-29
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	0	0	0	0	0
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	69	136	220	220	-84
Frais de poursuite	0	0	0	0	0
Frais de justice et d'instance	1	1	1	1	-1
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	0	0	1	1	-1
Divers (F)	121	293	265	265	28
Reversements de Natixis	0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	3	4	6	6	-2
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	0	24	21	21	3
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	2	2	2	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régaliennne	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	1	1	1	0
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	0	0	1	1	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	0	1	1	0
Récupération d'indus	5	14	8	8	5
Recouvrements après admission en non-valeur	9	19	22	22	-2
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	3	8	10	10	-2
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	4	7	7	7	0
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	75	164	90	90	74
Produits divers	2	3	3	3	0
Autres produits divers	16	45	93	93	-48
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	569	1 056	1 090	1 090	-34



	Mois		Cumul à fin février		Ecart cumul
	Février	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025 / 2024 retraité
unité : million d'€.					
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-2 999	-6 577	-6 262	-6 262	-315
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-1 981	-4 223	-4 023	-4 023	-200
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	0	-1	-1	1
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-413	-1 149	-1 051	-1 051	-98
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	-2	-1	-1	0
Dotation élu local	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0	0
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0	0
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (régions)	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (départements)	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (établissements publics de coopération internationale)	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (communes)	-235	-469	-474	-474	5
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	0	-6	-6	6
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0	0
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-18	-18	-18	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	1	1	-1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française	-8	-15	-15	-15	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾	0	0	1	1	-1
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-352	-695	-672	-672	-23
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) ⁽¹⁾	0	0	0	0	0



	Mois	Cumul à fin février		Ecart cumulé	
	Février	2025	2024 retraité	2025 / 2024 retraité	
unité : million d'€.					
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022 ⁽¹⁾	0	0	-1	-1	2
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel, au titre de l'année 2023, pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réforme de 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat en faveur des communes nouvelles regroupant, l'année suivant leur création, une population inférieure ou égale à 150 000 habitants (article 134)	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat visant à compléter le montant du fonds de sauvegarde des départements (article 131)	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat destiné à compenser, pour les communes, les EPCI à fiscalité propre et la métropole de Lyon, les pertes de recettes résultant de l'exonération de TFPB	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat permettant de verser une compensation aux communes et EPCI enregistrant d'une année sur l'autre une perte de base de TFPB et de produits TFPB afférant aux entreprises à l'origine de la perte de base de TFPB	-2	-6	0	0	-6
Prélèvement sur les recettes de l'Etat compensant les pertes de recettes résultant du recentrage de l'assiette de taxe d'habitation sur les résidences secondaires ⁽³⁾	0	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 979	-3 965	-3 691	-3 691	-273
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 979	-10 542	-9 953	-9 953	-589
Fonds de concours et attributions de produits					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	208	289	293	293	-5
Fonds de concours - coopération internationale	128	348	227	227	122
TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS	336	637	520	520	117

⁽¹⁾ Suppression en LFI 2025

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2025

⁽³⁾ Création en LFI 2025



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Février 2025**

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

	Mois de février		Cumul à fin février									Ecart cumul	
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes			Soldes 2025 / 2024 retraité	
			2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025	2024 retraité	2024 exécuté		
unité : million d'€.													
Comptes d'affectation spéciale	5 581	6 363	11 219	11 252	11 252	11 800	11 406	11 406	581	154	154	427	
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	13	92	21	39	39	251	309	309	230	270	270	-41	
Développement agricole et rural	0	5	0	0	0	8	8	8	7	8	8	0	
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	20	31	20	1	1	63	63	63	43	62	62	-19	
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	15	9	27	34	34	25	63	63	-2	29	29	-31	
Participations financières de l'Etat	0	115	66	343	343	119	20	20	53	-323	-323	376	
Pensions	5 533	6 112	11 085	10 835	10 835	11 335	10 942	10 942	250	108	108	143	
Comptes de concours financiers	11 324	6 925	22 262	22 972	22 972	13 920	13 607	13 607	-8 342	-9 365	-9 365	1 023	
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Avances à l'audiovisuel public	332	0	663	671	671	0	13	13	-663	-658	-658	-5	
Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution ⁽¹⁾	10 481	6 835	21 064	20 674	20 674	13 822	13 545	13 545	-7 242	-7 128	-7 128	-114	
Prêts à des Etats étrangers	0	88	0	150	150	89	10	10	89	-140	-140	229	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	31	1	55	27	27	1	22	22	-54	-5	-5	-50	
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	480	1	480	1 450	1 450	9	16	16	-471	-1 434	-1 434	962	
Comptes de commerce	4 301	3 980	5 322	4 043	4 043	5 367	4 177	4 177	45	133	133	-88	
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires	69	114	105	163	163	189	355	355	84	191	191	-108	
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	17	16	33	34	34	28	33	33	-5	-1	-1	-3	
Couverture des risques financiers de l'Etat	265	265	265	385	385	265	385	385	0	0	0	0	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	51	64	111	113	113	155	207	207	43	94	94	-51	
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	3 823	3 512	4 585	3 178	3 178	4 599	3 179	3 179	14	2	2	13	
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	0	1	1	0	0	0	0	-1	-1	1	
Opérations commerciales des domaines	5	5	9	13	13	12	13	13	3	1	1	3	
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	3	5	5	6	6	5	4	4	0	-1	-1	1	
Soutien financier au commerce extérieur	67	0	209	151	151	113	0	0	-95	-151	-151	56	
Comptes d'opérations monétaires	121	7	182	226	226	335	117	117	153	-108	-108	261	
Emission des monnaies métalliques	6	7	6	34	34	17	19	19	11	-14	-14	25	
Opérations avec le Fonds Monétaire International	115	0	176	192	192	319	98	98	142	-94	-94	236	
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	21 211	17 275	38 809	38 301	38 301	31 103	29 209	29 209	-7 706	-9 093	-9 093	1 387	
TOTAL COMPTES SPECIAUX	21 327	17 275	38 985	38 494	38 494	31 422	29 307	29 307	-7 563	-9 187	-9 187	1 623	

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2025



Situation Mensuelle
de l'Etat
Février 2025

CORRESPONDANTS DU TRESOR
ET PERSONNES HABILITEES

		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2024	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2025
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes à caractère financier	Organismes d'assurance et de réassurance	515	-203	313
		Caisse des Dépôts et Consignations	11	0	10
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	6 786	-13	6 773
	Total organismes à caractère financier		7 313	-216	7 097
	CEPL	Régions	1 244	830	2 073
		Départements	6 592	-1 984	4 608
		Communes	29 177	-1 602	27 575
		Etablissements publics de coopération intercommunale	19 105	-763	18 342
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 293	-117	2 176
		Autres	9 677	-721	8 956
	Total CEPL		68 089	-4 358	63 731
	Etablissements publics de santé		7 945	-1 280	6 665
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	21 921	-5 196	16 725
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	17 947	-1 135	16 812
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	5 321	978	6 299
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 695	-552	2 143
Total établissements publics nationaux		47 884	-5 905	41 979	
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger		7 682	28	7 710	
Union européenne		2 533	-1 454	1 079	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	BPI Groupe financement fonds de garantie	6 161	9	6 170	
	GIP	2 040	-117	1 924	
	EPLÉ	2 765	608	3 373	
	Autres correspondants	2 756	329	3 085	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	95	0	95	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés		13 817	830	14 648	
Total Dépôts de fonds du Trésor		155 263	-12 355	142 908	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	3 178	295	3 473	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	139	801	940	
	Intérêts courus sur comptes à terme	41	0	41	
	Total Comptes à terme	3 357	1 097	4 454	
Total Passif (A)		158 620	-11 258	147 362	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)		158 620	-11 258	147 362	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2024	Flux nets de l'année	Solde à fin février 2025
Titres négociables (A)	2 601 646	72 092	2 673 738
Titres négociables à moyen et long terme	2 400 483	80 097	2 480 580
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 400 483	80 097	2 480 580
<i>dont - taux fixe</i>	2 111 426	54 725	2 166 151
<i>- taux variable</i>	229 041	4 693	233 734
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>	0	0	0
<i>- taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	201 163	-8 005	193 158
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	201 163	-8 005	193 158
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	28 427	-105	28 323
TOTAL (A+B+C)	2 630 073	71 987	2 702 060



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2024 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2024 retraité » sont, à ce stade, identiques aux données « 2024 exécuté ». Ces chiffres seront retraités, ultérieurement, des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2025.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 18) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.



AFITF	Agence de financement des infrastructures de transport de France	LFG	Loi de finances de fin de gestion
ASP	Agence de services et de paiement	LFI	Loi de finances initiale
BG	Budget général	OAT	Obligations assimilables du Trésor
BTF	Bons du Trésor à taux fixe	PAS	Prélèvement à la source
CAS	Compte d'affectation spéciale	PFE	Participations financières de l'Etat
CDC	Caisse des dépôts et consignations	PSR	Prélèvements sur recettes
CFE	Cotisation foncière des entreprises	R&D	Remboursements et dégrèvements
CVAE	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	TF	Taxe foncière
DGF	Dotation globale de fonctionnement	TGAP	Taxe générale sur les activités polluantes
FAR	Frais d'assiette et de recouvrement	TH	Taxe d'habitation
FDNV	Frais de dégrèvement et de non-valeur	TICFE	Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité
FMI	Fonds monétaire international	TICGN	Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel
IFER	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	TICPE	Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques
IFI	Impôt sur la fortune immobilière	TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
IR	Impôt sur le revenu	UE	Union européenne
IS	Impôt sur les sociétés		